

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DE GENNEVILLIERS MAGAZINE



FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SORORITÉ !

→ Sofia Manseri

La journée internationale des droits des femmes met en lumière les combats qu'il reste à mener pour l'égalité pleine et entière, et visibilise les avancées en matière de droits

des femmes ainsi que les personnes qui les ont rendues possibles.

Les femmes ont toujours été de tous les mouvements sociaux, de toutes les révolutions. L'Histoire les a invisibilisées, comme elle a souvent invisibilisé des scientifiques, des intellectuelles, des militantes, dans tous les domaines. Des femmes aussi nombreuses dans la mobilisation des

Gilets Jaunes ? Comme c'est étrange ! Pourtant, comme à chaque fois dans l'Histoire, elles représentent près de la moitié des personnes dans la rue, aujourd'hui pour porter les revendications laissées dans l'angle mort de la politique gouvernementale : politique salariale (y compris pour les emplois les plus précaires où les femmes sont surreprésentées), protection sociale, logement, orientation scolaire et professionnelle, accès à la santé et droits reproductifs, temps de travail subi, fiscalité injuste construite sur un modèle patriarcal... car le terreau des diverses inégalités mine le parcours social des femmes et freine leur émancipation, leur capacité à bien vivre.

Elles sont là, comme elles l'ont toujours été, et montrent une fois encore que les décisions politiques qui façonnent nos vies sont l'affaire de tou-TE-s, et nous nous réjouissons à chaque fois que les femmes reprennent la main sur des enjeux qui les concernent.



GRUPE SOCIALISTE

NON À UN « PETIT PARIS » DES TRANSPORTS !

→ Christophe Bernier

Début février, les Présidents des départements franciliens ont diffusé un communiqué commun - toutes tendances politiques confondues - pour dénoncer les coupes budgétaires prévues dans le projet du métro du Grand Paris.

Après les allongements de délais, on passe au grignotage du projet : réduction de tailles de rames, suppression de correspondances entre lignes.

À Gennevilliers, la ligne 15, avec deux stations dont la mise en service est prévue entre 2025 et 2030 - en correspondance

avec la ligne 13 aux Agnettes et la ligne C du RER aux Grésillons - ce recul aurait un impact fort sur la qualité du service rendu.

Que penser de l'organisation de grands débats par un gouvernement qui ne prend même pas en compte le travail de concertation consensuel réalisé dans la métropole ?

Au revoir les transports du quotidien promis par le gouvernement Macron, ce n'est plus la priorité !

À nouveau le gouvernement n'est pas à la hauteur des enjeux et prend des décisions arbitraires qui vont à l'encontre du plus grand nombre.

Les élus socialistes de Gennevilliers appellent le gouvernement à renoncer à ces coupes budgétaires absurdes et sans lien avec les besoins réels de transport.

Groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr ; 01 40 85 63 56



GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE

UNIE DANS LA DIVERSITÉ

→ Délia Toumi

Obsédée par la question de l'intégration sur le modèle de l'assimilation, la France a longtemps défendu le monolinguisme comme terreau de l'identité nationale. Elle s'est figée dans une francophonie étroite, sourde aux richesses linguistiques. Désormais, elle commence à appréhender la diversité sous un autre prisme, avec des questions comme : Comment penser ses origines ? Tout se jouerait-il en matière d'identité autour de la langue et l'enracinement linguistique ? Ce sont ces questions qui amènent à lire Barbara Cassin* lorsqu'elle explique qu'« Il y a plus d'une langue et aucune n'a de sens ni de force seule. Et d'ailleurs chacune est en elle-même plus d'une, le français aussi. La défense du français se fait donc par la défense simultanée des autres langues. »

C'est bien de cela qu'il s'agit, à Gennevilliers aussi où se croisent plus de

40 langues : valoriser la diversité linguistique et des histoires migratoires pour aboutir à la conscience de la richesse des capacités de penser. Car chaque langue porte une culture et une vision singulière du monde. La langue n'est pas seulement un moyen de communication. Prenez un mot tout simple comme bonjour (bonne journée), il ne dit pas la même chose que le grec khaira (réjouis-toi), le latin vale (porte-toi bien), l'hébreu chalom ou l'arabe saalam (va en paix). Appréhender cette diversité c'est contribuer à préserver la richesse de la pensée et faire un premier pas vers une intégration qui ne serait pas « assimilation au global village ». La globalisation revient à nier la diversité des cultures et des langues au profit d'un nivellement qui s'opère vers le bas. A contrario, questionner notre capacité à accueillir, à penser notre histoire, nos représentations politiques et sociales, notre République, c'est maintenir cette richesse-là qui fait l'Europe « unie dans la diversité » comme le dit sa devise. Et c'est soutenir la complexité d'un monde bien vivant de ses différences, de ses identités en mouvement.

*Philosophe et philologue, docteur ès-lettres et chercheur au CNRS, entrée à l'Académie Française en 2018, elle travaille sur le pouvoir des mots.



UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

LES STYLOS ROUGES ET L'ÉCOLE DE LA CONFIANCE

→ Sylvie Morel

Suite au mouvement des gilets jaunes, un collectif d'enseignants est né sur facebook en décembre, «les stylos rouges». Leur but est de travailler ensemble afin que leurs revendications soient entendues par le gouvernement, pour améliorer leurs conditions de travail mais aussi pour améliorer l'institution, l'école. Ces enseignants échangent, proposent,

cherchent à faire entendre les difficultés que rencontrent les enseignants. A ce jour, ils sont plus de 67 000. Ils ne veulent pas prendre la place des syndicats mais estiment que ceux-ci ne sont plus entendus par le gouvernement et qu'il faut trouver une autre façon de parler des problèmes d'éducation.

Face à une société inégale, l'école doit faire face à des demandes et des exigences de tous et le métier devient difficile, il est absolument nécessaire de le revaloriser.

En effet, la valeur du métier d'enseignant n'est plus reconnue, ce métier n'est plus attractif. L'école se détériore de jour en jour, il est nécessaire d'améliorer les conditions d'apprentissages. Limiter le nombre d'élèves par classe suivant le niveau. Stopper la suppression de postes. Donner véritablement plus de moyens pour les élèves à besoins particuliers, de

plus en plus nombreux. Stopper les réformes permanentes, ouvrir une concertation nationale. Améliorer la formation qui ne passe pas que par un savoir mais un savoir faire. Il est temps que l'état prenne soin de ses enseignants aussi et retrouve le respect des élèves et de leurs parents.

Il faut savoir que les enseignants n'ont pas de médecine du travail, pas de comité d'entreprise, pas de prise en charge partielle de leur cotisation de mutuelle par leur employeur. Savoir que les enseignants malgré les règles établies ont une mobilité réduite voir impossible dans le premier degré en Ile-de-France, sans parler des salaires: 1 460 € avec un Bac +5 en début de carrière.

Il faut pour finir lutter contre la précarité de la profession, l'embauche croissante de contractuels, sans formation.

Les revendications sont nombreuses, révélatrices d'un système qui va mal.

La société évolue, se transforme et la transformation de l'école est indispensable. L'école est l'une des plus belles institutions que l'humanité ait inventée. Destinée à « élever » la génération qui vient, elle fait l'objet de tous les espoirs et toutes les exigences. Elle doit former des citoyens éclairés, des adultes épanouis, des humains solidaires, des professionnels adaptés au monde qui vient. Il y a urgence. Le gouvernement, au moment où j'écris cette tribune, vote la nouvelle réforme de M. Blanquer « l'école de la confiance ». L'article 1 a été adopté, il porte sur les droits et les obligations des fonctionnaires de l'éducation nationale et l'article 2 sur la présence des drapeaux français et européen dans chaque salle de classe du premier degré, ainsi que des paroles de la Marseillaise... Voilà donc les priorités pour l'école de demain. Soyons tous vigilants, ne laissons pas voter des lois qui vont encore accentuer l'inégalité du système.



LA FRANCE INSOUMISE - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

→ Nasser Lajili

La France Insoumise mène depuis des mois, avec ses députés et ses insoumis, une campagne contre la pauvreté. En février, nous sommes intervenus au conseil municipal pour dénoncer le désengagement financier de l'Etat à l'égard de nos villes. Nous

avons insisté pour que l'alerte donnée par les Gilets jaunes soit entendue jusque chez nous : il faut mettre fin à la pauvreté !

Depuis dix ans, le nombre de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté en France augmente et n'épargne pas Gennevilliers. (Observatoire des inégalités 2018).

9 millions de pauvres dans notre pays ! C'est-à-dire sous le seuil de pauvreté fixé le jour souvent à 1026 euros par mois. A Gennevilliers 26% de la population est concernée (en 2014), pour 12% dans le 92. Combien aujourd'hui avec l'aggravation de la situation ? Combien survivent avec un peu plus ?

Le budget de la Ville pour 2019 contient certes des mesures sociales en direction

de cette population. Ainsi le budget alloué au CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) est-il en hausse de 13% par rapport à 2018. Mais celui de la Caisse des Ecoles est en baisse de 26%. Nous disons donc que l'effort fait n'est pas à la mesure de la situation de pauvreté et de précarité de notre population, aujourd'hui. Aussi, avons-nous demandé qu'une étude approfondie, un audit soit réalisé sur l'exacte réalité de la pauvreté et précarité à Gennevilliers, sur l'analyse des besoins sociaux non satisfaits et sur l'utilisation des finances municipales consacrées à réduire cette pauvreté. Pour obtenir au plus vite un réajustement budgétaire et émettre de nouvelles exigences en direction du Conseil Départemental, de la Région et de l'Etat.

Nous proposons aussi :

- la création - enfin - par la ville (ou avec le soutien de la Ville) d'une épicerie sociale et solidaire, comme cela se fait à Antony. Elle viendrait en complément aux actions existantes des restos du cœur et du secours populaire.

- l'ouverture de lieux et de gymnases dans le cadre du plan grand froid pour mettre à l'abri celles et ceux qui dorment dehors (des villes du 93, la Courneuve, Saint-Denis et Stains, mobilisent des moyens, du personnel municipal, en fédérant les associations)

- Une étude pour instaurer un revenu social garanti. Comme à Grand-Synthe, ville du Nord.

Nous sommes prêts et déterminés à défendre cette cause et à apporter notre expérience dans l'analyse et la recherche de solutions qui permettraient un mieux-être.



LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

8 MARS, JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

→ Jacqueline Marichez-Cléro

Une date unique dans le monde entier mettant en avant la lutte pour les droits aux femmes. N'oublions pas non plus que, le 29 avril 1945, le Général de Gaulle donnait aux femmes le

droit de vote.

Mais les inégalités, hélas, sont toujours présentes entre les hommes et les femmes.

Nous nous battons toujours sur le harcèlement sexuel et les violences faites aux femmes.

En 2018, il y a encore plusieurs femmes de la commune qui vivent sous les coups d'un mari, compagnon ou proche

violent.

Nous démontrons que les violences faites aux femmes sont l'affaire de tous. Il est intolérable qu'en janvier 2019, 16 femmes soient mortes en France sous les coups de leur conjoint et que nous soyons encore réduit à supporter cette situation scandaleuse.

L'histoire de l'humanité montre que les tensions s'apaisent et que la liberté progresse toujours quand toutes les femmes se mettent à marcher ensemble.

Une pensée spéciale pour Simone Veil, elle a changé et sauvé la vie de tant de femmes, elle a gagné pour l'éternité.

Soyez certaines, mesdames, que la prise en compte de cette situation est une priorité politique de mon futur programme d'action municipale !!

Jacqueline Marichez-Cléro, Présidente des Républicains, 1 place du Docteur-Roux, 92230 Gennevilliers. 06 43 59 06 88



CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

DUPLICITÉ LOCALE : ENTRE OMISSION(S) ET RÉCUPÉRATION(S)

→ Brice Nkonda

Alors que Patrice Leclerc et Elsa Faucillon (Députée ET Conseillère Départementale) apparaissent, avec leurs titres et contacts respectifs dans les panneaux d'affichage administratifs, et dans le *GenMag*, ma fonction de Conseiller Régional, ainsi que mes coordonnées, n'y ont jamais été relayées alors que TOUS les habitants doivent avoir accès à TOUS leurs élus via les supports officiels.

Cela fait trois ans que je suis votre représentant au Conseil Régional, collectivité qui a octroyé nombre de subventions à notre commune: ce sont plus de 5,6 millions d'euros qui ont été versés par la Région depuis 2016, dont près de 1,8 millions d'euros pour la seule année 2018. Quelques exemples: 30000 euros pour le Théâtre de Gennevilliers, 50000 euros pour la Mission Locale, 228963 euros pour l'OPH, plus de 850000 euros pour le lycée Galilée, etc. Au regard des contributions de la Région au financement des différentes in-

frastructures de notre ville, j'ai demandé à Patrice Leclerc de me faire figurer dans les supports officiels précités afin que vous puissiez me joindre dans les mêmes conditions que lui et Mme Faucillon, faute de quoi un traitement discriminatoire serait à observer (dans une ville qui se dit attachée à l'égalité). Nous verrons si cette omission perdue avec le *Gennevilliers Magazine* que vous tenez entre vos mains. Dans une République qui se respecte et un système démocratique qui s'honore, il est scandaleux de constater que des élus privatisent et se servent des panneaux officiels pour faire leur promotion au détriment de leurs opposants.

Par ailleurs, quand il n'y a pas d'omission, il n'est pas rare d'assister à des phénomènes de récupération, comme ce fut le cas avec le Pass Navigo Senior à demi-tarif. Si l'on se réfère au courrier transmis par Patrice Leclerc, Elsa Faucillon et Philippe Clochette à l'ensemble des retraités de la ville, c'est grâce à leur mobilisation de fin 2018 que Valérie Pécresse a mis en place la mesure. Problème : c'est totalement faux. Cette mesure était dans le programme de Valérie Pécresse dès 2015 et en expérimentation dans le 94, avec le soutien d'Ile-de-France Mobilités. Il était déjà prévu que cette mesure soit déployée dans tous les départements franciliens. S'approprier une mesure alors qu'elle était actée dans un autre programme n'est pas glorieux et laisse voir à quel point les élus de la majorité municipale sont capables de travestir la vérité pour rester en place.



**À 18 ANS,
IL EST TEMPS
DE PASSER
À L'ACTE**

ÉLECTIONS EUROPÉENNES du 26 MAI
Inscrivez-vous sur les listes électorales
Date limite 31 mars 2019

www.service-public.fr
ou directement en Mairie,
Service des affaires civiles
jusqu'au samedi 30 mars, 12 h.
01 40 85 60 90
www.ville-genevilliers.fr

L'audace
d'une ville populaire

VILLE DE
Gennevilliers

© Mairie de Gennevilliers 2018

www.genevilliers.fr - Service des affaires civiles

▶ Droit de réponse

Suite à la demande de M. Nkonda de figurer dans les panneaux d'affichage municipaux et dans *Gennevilliers Magazine*, voici des extraits de la réponse que je lui ai adressée par courrier :

Monsieur le conseiller régional,

Je relève plusieurs inexactitudes dans votre courrier. Il n'est pas juste d'écrire qu'il y a un « défaut entraînant une inégalité de traitement entre élus » puisque d'une part tous les élus, membre du Conseil municipal ont la possibilité d'écrire dans la tribune du magazine affectée à leur groupe, ce que vous faites, et d'autre part tous les élus de la majorité et de l'opposition sont nommés dans la page « les élus ».

Chaque élu, de la majorité comme de l'opposition dispose d'un téléphone, d'un ordinateur, d'une adresse mail pour effectuer son mandat (...) tout comme la possibilité pour l'opposition d'être représentée dans tous les organismes et commissions où cela est possible. Il est d'ailleurs dommage que l'opposition ne profite pas plus de cette ouverture, car elle est souvent absente.

Il n'est pas exact d'affirmer qu'il y a un traitement discriminatoire, car nous n'avons pas les mêmes mandats, nous ne sommes donc pas concurrents sur les mêmes scrutins, ni les mêmes institutions, hormis au niveau du conseil municipal où il y a égalité de traitement. Sur la page « les élus » une stricte égalité est respectée entre conseillers municipaux de la majorité et ceux de l'opposition puisqu'ils sont désignés de manière identique : prénom et nom. Toutefois, si cela peut vous donner satisfaction, je vais demander au magazine municipal d'ajouter la mention « conseiller régional » à côté de votre nom.

Par ailleurs, vous ne vous trouvez pas dans la même situation qu'un maire, une conseillère départementale ou un député, élus au scrutin uninominal. Vous avez été élu au scrutin de liste. (...) La qualité de conseiller régional est « sans lien » avec la circonscription électorale municipale puisque les listes des candidats aux élections régionales comportent des sections départementales et non municipales.

De surcroît, la ville valorise l'apport de la Région dans le subventionnement des politiques municipales (...). Nous ne manquons pas d'associer la région lors des inaugurations et ce n'est pas nous qui choisissons les représentants de la Région. Vous ne pouvez donc nous imputer les choix effectués par l'exécutif régional qui est seul habilité pour désigner les personnalités habilitées à les représenter lors des différentes inaugurations. (...)

Enfin, vos appels à l'égalité républicaine seraient plus crédibles s'il n'y avait pas un décalage entre votre référence à l'égalité en matière d'accès aux panneaux administratifs et les pratiques de vos amis politiques UDI dans le département des Hauts-de-Seine. Dans combien de ville de droite, l'opposition peut-elle comme à Gennevilliers bénéficier de salle de réunion gratuite et de façon illimitée ? Monsieur le Préfet, à qui vous avez mis en copie votre courrier, pourra certainement vous parler des plaintes qu'il reçoit de députés LREM qui ne peuvent pas avoir de salles pour organiser un débat. Demandez-vous à monsieur le Préfet de rétablir l'égalité républicaine sur toutes les villes de votre circonscription électorale : les Hauts-de-Seine ? Je serais assez pour.

Vous trouverez, ci-joint, des photos des panneaux d'affichage municipal des villes dirigées par vos amis de l'UDI dans votre département. Vous remarquerez comme moi qu'il n'y a pas de photo ou affiche des conseillers régionaux. Notre ville n'a donc pas une pratique différente de vos amis.

Patrice Leclerc
maire de Gennevilliers